

Partie 3 : La question sociale

23.11

INTRODUCTION DE LA PARTIE

C'est un terme que l'on revoit aujourd'hui, depuis même pas une dizaine d'années, elle est réapparue dans le débat public.

La première fois qu'on en parle, c'est en **1830**. On voit apparaître cette expression très exactement en **1831** dans un *ouvrage monarchiste* qui parle de question sociale pour dire qu'il faudrait arrêter de parler politique et **se préoccuper des difficultés rencontrées par les individus**.

C'est une question qui va être prégnante pendant le 19^e siècle, on va avoir de multiples discussions/ouvrages à ce sujet. Par *exemple comment définir la question sociale ? Les inégalités hommes-femmes font-elles partie de cette question ? Ou bien doit-on se restreindre à la question des salaires ?..*

Tout ce siècle est bercé par cette question sociale. Au 19^e siècle, se multiplient les **courants socialistes** qui s'emparent de cette question sociale en essayant de trouver des moyens alternatifs à ceux qui sont déployés afin de résoudre les **difficultés sociales** des agents, des ouvriers en l'occurrence.

Elle est liée dans ce contexte au développement du capitalisme, elle apparaît une fois que toutes les anciennes formes de travail ont disparu. Elle est nécessairement post révolution française.

Avec cette dernière, on a une remise en cause de l'organisation qui dominait auparavant, qui était une organisation basée sur une **corporation**. À partir de la révolution française, ce mode est remis en question et se développe le **salariat**. C'est une transformation des relations sociales avec le développement du salariat.

En **1995**, la question ressurgit. On a un ouvrage d'un sociologue : **R. Castel**, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*. À cette occasion, il nous permet d'identifier le champ d'étude qui correspond à la question sociale. Il reprend une définition de la question sociale qui est très large : **"c'est une inquiétude sur la capacité à maintenir la cohésion d'une société"**.

Cette inquiétude ressurgit dans les années 90's et de plus en plus avec le développement de nouvelles catégories d'individus qui viennent menacer la cohésion sociale → **"les nouveaux pauvres, les précaires, et tous ceux qui sont exclus"**.

Il nous dit que ce n'est pas de leur faute. Avec ces catégories, la question sociale n'est plus seulement liée au travail car les **nouveaux pauvres** travaillent mais leur salaire est insuffisant pour leur fournir les moyens de subsistance nécessaires.

Mais, les **exclus** sont biens exclus du monde du travail. La question sociale est historiquement liée au salariat, elle continue à l'être mais un certain nombre d'individus sont exclus du salariat. Le salariat produit de nouveaux pauvres mais il exclut aussi certains individus dans la société.

Si on adopte une vision historique de la question sociale, on peut essayer de catégoriser 4 grands thèmes :

Premier thème → gestion de la pauvreté.

Comment gérer les pauvres ? C'est un thème qui commence tôt dès le 17^e siècle et qui prend de plus en plus d'importance au 19^e siècle et aujourd'hui.

On va s'intéresser à l'Angleterre car les premières lois qui essaient de gérer les pauvres sont des lois anglaises. Ce sont ces dernières qui vont donner le ton dans les autres pays. Cette gestion de la pauvreté s'appuie sur ce qu'au 19^e siècle on appelle la **distinction entre les bons pauvres et les mauvais pauvres**.

Ce n'est pas seulement un aspect vertueux, les **bons pauvres** ont effectivement besoin d'aide, ils méritent de l'aide car ils ne peuvent pas survivre avec leur travail. Les **mauvais pauvres** sont ceux qui prennent l'occasion de l'aide aux pauvres pour se faire aider alors qu'ils pourraient vivre sans aucune aide.

Remarque/ On retrouve ce débat aujourd'hui avec les chômeurs. C'est une perspective qui a marqué et qui marque encore fortement nos sociétés.

Deuxième thème → Théorie du salaire.

La question sociale est fortement liée au salaire, elle se développe dans un contexte de développement du salariat. Aujourd'hui, on a des individus qui ne peuvent pas vivre du salariat.

On a une analyse de la théorie du salaire. On va voir comment on est passé d'une analyse classique à une analyse moderne. On met l'accent sur les **évolutions du marché du travail**.

Troisième thème → Rôle de l'État.

S'il y a une question sociale qui menace la cohésion sociale, cela veut dire que l'**État** doit sans doute intervenir. **Est-ce vraiment le cas ?**

On va dire quelques mots sur le **débat entre socialistes et libéraux**. Il y a des socialistes qui vont s'allier de manière différente avec le pouvoir, certains sont contre le pouvoir en place (**Proudhon**) et d'autres ont une volonté de peser sur les législations pour modifier les conditions de vie des agents (*comme c'est le cas en Allemagne*).

Il y a aussi la question du libéralisme. Le libéralisme n'est **pas unique**, il est justifié de manière différente selon les auteurs avec une étendue plus ou moins forte, l'extrême étant les libertariens qui en viennent même à **rejeter l'État**.

Quatrième thème → Justice sociale.

On a une multitude différente de traiter/définir la justice sociale.

Cela peut être un **traitement égalitaire** entre les individus, d'un point de vue politique d'un point de vue économique, ou encore un **traitement équitable**. On a différents critères de justice sociale.

On a une réflexion qui apparaît très tardivement dans la science économique après la publication de l'ouvrage de **J.Rawls**. Sur la base de son ouvrage en 1971, on va avoir des auteurs qui vont essayer d'élaborer des critères de justice sociale plus ou moins dans la continuité de ce que fait Rawls.

Cela ne veut pas dire que la question de la justice sociale n'a pas été traitée auparavant (**Hayek, Keynes, ...**), mais elles ne forment pas une sous discipline de l'économie normative.

Chapitre 1 : La gestion des pauvres

INTRODUCTION DU CHAPITRE

"*gestion*" → terme qui renvoie bien à la question d'identifier et de trier les bons et les mauvais pauvres.

Si on regarde l'histoire, pendant très longtemps, le problème des pauvres n'a pas été considéré comme un domaine de l'économie.

On avait une **vision religieuse**, les églises assistant sur la nécessité de la charité. La pauvreté était une manière pour les riches d'exercer leur vertu de charité auprès des pauvres.

Cette position religieuse se traduisait dans les institutions de gestion des pauvres, c'était **l'Église** qui gérait les pauvres.

Les discours sont devenus de **plus en plus économiques** à partir d'un problème qui se développe au 14^e siècle, un **problème de santé publique**.

À partir du moment où on a la diffusion de la **grande peste noire**. Cette dernière est un problème de santé publique et qui va changer la vision que l'on a des pauvres.

On va penser les pauvres différemment, on va voir se développer une perception très négative de la pauvreté simplement parce que ce sont eux qui voyagent d'un village à un autre, qui dorment dans la rue... ce sont les **véhicules de transmission de la peste**.

Le pauvre est de plus en plus perçu comme un **danger**, un potentiel malade qu'il faut évacuer des villes. À partir de ce moment-là, le discours religieux qui met en avant le devoir des riches d'aider les pauvres disparaît, il s'amointrit.

Désormais, le **devoir des pouvoirs publics** est un devoir vis-à-vis des pauvres visant à les renvoyer en dehors des villes pour éviter de contaminer les villes.

Par exemple, en **1350**, on a un décret de Paris qui va imposer à tous les agents qui n'ont pas d'activité productive et aux mendiants de quitter la ville rapidement sous peine de marquage (*pilori*). C'était censé dissuader les pauvres de revenir, c'est assez dissuasif.

Dès cet instant, la pauvreté devient une question reliée aux **pouvoirs publics**, par ce biais, elle rentre dans l'économie.

Comment gérer la pauvreté ? Par **l'État** mais la **gestion de la pauvreté par l'État coûte cher donc cela devient une question économique**.

30.11

Cette première étape de gestion (*les faire fuir de la ville*) s'est ensuite modifiée, on a eu une deuxième étape au 17^e siècle qui a consisté à enfermer les pauvres. C'est un enfermement **physique**, on les réunit dans des institutions communes.

C'est une gestion qui a aussi pour objectif de protéger l'ordre social. Ils utilisaient aussi les pauvres comme **travailleurs**.

L'enfermement a un autre avantage : **faire la charité**, c'est désormais une charité publique et non privée. L'État doit/peut aider les pauvres à vivre sachant qu'on prend de plus en plus conscience du fait que le basculement vers une extrême pauvreté est très rapide. *À tout moment, on peut avoir des famines, des accidents...*

Au 18^e siècle se développe **l'industrialisation** qui se traduit vers le déplacement massif des paysans vers les villes.

Les salaires versés sont très faibles et on voit apparaître un **phénomène de pauvreté nouveau** → des gens qui ont un emploi mais dont le revenu n'est pas suffisant pour vivre.

On voit se développer un **discours moraliste** des économistes qui consiste aussi à incriminer les ouvriers qui ont un faible salaire pour des comportements que l'on qualifie de immoraux
⇒ L'ouvrier dès l'instant où son salaire ne suffit pas, c'est parce qu'il ne travaille pas assez, parce qu'il boit...

Ce discours moraliste est à remettre dans son **contexte**. C'est aussi une manière de critiquer tout le développement de la pensée socialiste de l'époque avec deux positions possibles :

- **libéraux** : discours consistant à dire que c'est la responsabilité des pauvres s'ils restent pauvres
- **socialistes** : c'est le système en lui-même qui est à revoir, la pauvreté est de la responsabilité de l'ordre social et non de l'ouvrier → c'est la faute du **capitalisme**.

Quelle est la position des économistes dominants sur la question des pauvres ?

Sur les **économistes classiques**, on a majoritairement des opposants à l'aide publique, au système de charité publique.

Face à eux, on a des économistes (*notamment Bentham*) qui considèrent qu'il faut une charité publique mais qu'elle doit être **conditionnée**, on voit apparaître la question de l'aide conditionnée (*qui revient régulièrement dans le débat public, cf minimas sociaux conditionnés à un travail*). Cette mise en évidence d'une condition apparaît au 19^e siècle.

Ces deux positions se retrouvent dans le débat suivant : **Les lois sur les pauvres.**

Section 1 : Les débats sur les anciennes lois sur les pauvres

On se situe en **Angleterre**, qui fait figure d'exemple pour tous les pays.

Ce sont des lois édictées en **1601**, on passe une loi qui accorde des **aides à domicile** pour les pauvres.

Aides à domicile → les individus qui ont besoin d'assistance peuvent obtenir ces lois sans être enfermés mais indépendamment du travail ou non. Elle n'était pas conditionnelle, qui dépendait des revenus perçus par les pauvres en question.

Initialement, cette loi suppose que les pauvres obtiendront cette aide sous condition de participer à des travaux d'intérêts généraux mais en réalité, le type de gestion que cela suppose est trop compliqué donc cet ensemble de tâches n'a **pas été mis en place**.

Elle pose un **problème spécifique** → elles sont coûteuses, il faut les financer.

Il faut éviter que les pauvres changent de paroisse, de ville pour aller à un endroit où les aides seraient plus généreuses.

Cette loi est complétée par une autre loi : **loi du domicile**. Elle interdit aux pauvres de changer de paroisse.

Le **coût de ces lois** est fréquemment dénoncé, elles supposent des budgets assez considérables. ce budget augmente sous l'effet de 4 phénomènes :

Premier phénomène → Augmentation de la population entre 1750 et 1830.

⇒ C'est un phénomène qui donne du crédit à la **théorie de Malthus**.

Deuxième phénomène → Phénomène des enclosures.

⇒ Déplacement des populations paysannes vers les villes.

Troisième phénomène → Changement dans la structure d'emploi.

⇒ *Le travail à domicile était généralement lié à l'industrie textile. Les paysans faisaient une partie du travail chez eux lorsque du temps leur restait après l'exploitation des terres. Il était massivement réalisé par les femmes.*

Quatrième phénomène → Augmentation du prix du blé.

⇒ *Facteur conjoncturel, on a une forte pression de la population, hausse de la demande de blé, nourriture de base des plus pauvres (majorité de la population).*

Ces phénomènes vont conduire à l'augmentation du coût de la loi sur les pauvres et donc à une **réforme en 1795**.

⇒ **Système de Speenhamland**, réunion de magistrats dans laquelle la décision prise a été d'octroyer aux pauvres des suppléments de salaires. Cette mesure ne concerne pas ceux qui ne travaillent pas, **uniquement ceux qui travaillent**. Le montant va être calculé en fonction du prix du blé et du nombre d'enfants.

Afin de décrire cette mesure, on parle aussi de l'introduction d'un **droit de vivre** pour ceux qui ont un travail.

À propos de ce système, on trouve des débats retrouvés en France sur le RSA.

Ce système va faire l'objet de **critiques** de la part des **économistes classiques dominants**, on exclut **Smith** (*mort avant*).

NB/ Smith nous disait que les **inégalités profitent aux pauvres**, il se base sur l'argument selon lequel la richesse dépend de l'augmentation du capital, soit la hausse de l'épargne provoquée par les plus riches ⇒ épargne des plus riches → hausse de la richesse de la nation. Les riches sont à l'origine de la croissance ⇒ profite aux plus pauvres.

Les auteurs qui vont avoir le plus d'influence qui parleront le plus de cette question des pauvres sont **Ricardo** et **Malthus**.

Ils convergent en termes de point de vue, ils sont contre les lois sur les pauvres, contre le système d'aide aux pauvres en considérant qu'il va à l'encontre des intérêts des pauvres.

Dans les deux cas, les aides accordées aux pauvres vont conduire les pauvres à ne pas être prudents, à une imprudence en termes de **taille de la famille**. Sachant qu'ils peuvent bénéficier d'aides, ils augmentent la taille de leur famille, cela augmente le volume le **nombre de travailleurs**. Les enfants viennent ensuite engorger, augmenter le nombre de demandeurs d'emploi ⇒ la concurrence sur le marché du travail se traduit par une baisse du salaire.

RICARDO - MALTHUS : Les lois sur les pauvres diminuent encore plus la richesse des ouvriers.

Loi de Malthus 1798 → "*Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique, les subsistances (blé) s'accroissent en proportion arithmétique*".

Ricardo ajoute des arguments :

Premier argument → L'aide aux pauvres ne doit pas être vue dans une optique de bienfaisance, d'humanisme... dès l'instant où on est économistes, il ne s'agit pas de mettre en avant des éléments de générosité. Cela fait écho à un aspect de définition de l'économie, l'économie est de plus en plus fermée sur elle-même. Il nous faut examiner les lois sur les pauvres d'une manière purement logique.

Deuxième argument → Les lois sur les pauvres vont se traduire par une baisse des salaires des pauvres, mais en outre, la **situation des riches** est également dégradée. Car ce sont eux qui financent majoritairement les lois sur les pauvres via les impôts.

CONCLUSION

Il faut laisser les pauvres à la **charité privée**.

Cependant, il faut faire en sorte que le marché du travail soit le plus libre possible, à condition d'un **marché du travail "flexible"**, la situation de chacun peut éventuellement être améliorée.

C'est par le **système de marché** et non pas système de la loi que l'on aura une amélioration éventuelle de la situation des pauvres.

Il faut que le marché soit libre mais aussi qu'il y ait un **libre échange au niveau international**.

*Cf critiques de **Ricardo** sur les lois sur le blé.*

Remarques/ La contrepartie d'une aide en termes de travail n'est pas absolument centrale chez ces deux auteurs, c'est essentiellement un raisonnement qui s'appuie sur **la loi de population**.

Pour autant, cet argument en termes de nécessité de contrepartie du travail va devenir dominant.

Le débat va petit à petit se déplacer d'un argumentaire fondé sur la loi de la population à un argumentaire en termes de contrepartie.

Section 2 : Les débats sur la nouvelle loi sur les pauvres, loi de 1834

Cette loi met en place un nouveau système qui reste en vigueur **jusqu'en 1948**.

En **1948**, les lois sur les pauvres sont officiellement **abolies** en Angleterre et à la place, on a une **loi sur l'aide nationale** → cette loi est une sorte de prélude à l'**État-Providence** qui se développe au 20^e siècle.

On nomme une Commission dès le **début des années 30's** dont font partie **Senior** ou encore **Chadwick**. Ce dernier va s'appuyer, afin d'argumenter lors de cette Commission, sur les écrits de **Bentham** (*un des auteurs importants qui va considérer que la charité privée n'est pas suffisante*).

Bentham cite l'argument suivant : *"la charité privée est **incertaine**, elle crée une incertitude pour els agents, ils ne savent pas si demain ils pourront manger, cette incertitude diminue le bonheur des agents"*. L'absence d'une loi sur les pauvres diminue le bonheur. Cet argumentaire peut être lié à **Senior** : différence entre science, art du gouvernement et art de la richesse

Il cite aussi l'argument suivant pour justifier le principe des lois sur les pauvres (charité publique) : en termes de **sécurité des droits de propriété**, si on supprime toute loi publique sur les pauvres, alors les pauvres n'auraient plus rien à perdre en ce sens où à partir d'un certain niveau de pauvreté, la seule solution est de voler, d'agresser les plus riches... Cela remettrait en question l'**ordre social**.

Mais quelles sont les modalités de cette aide publique ? Ces modalités peuvent être présentées sous la forme de **5 grands principes** qui vont se retrouver dans la loi votée en 1834 (jusqu'en 1948) :

Premier principe → pour éviter les désordres publics, il faut aider les pauvres.

*Cf Allemagne premières lois d'assurance sociale mises en place par **Bismarck** mises en place avec un argumentaire assez proche de 1834 : si on assure les plus pauvres (qui travaillent), ils se détourneront du socialisme (càd ils se détourneront de la remise en cause du capitalisme).*

Deuxième principe → distinguer clairement deux thèmes : pauvreté et indigence.

⇒ *Ce sont deux éléments différents. Les pauvres sont ceux qui sont obligés de travailler pour gagner leur vie. La définition est large, selon cette définition, nous sommes à priori tous pauvres. L'indigence est l'état de celui qui est dépourvu de propriété et dont la capacité de travail est insuffisante pour lui permettre de vivre (exemples : handicapé, productivité faible...).*

Pourquoi cette distinction ? Cf 3^è principe

Troisième principe → Loi réservée aux indigents.

⇒ *On continue d'appeler ça les "lois sur les pauvres" mais il faut les réserver aux indigents.*

Quatrième principe → Principe de "less eligibility".

*Pour préserver l'assistance aux pauvres et aux indigents, il faut considérer ce principe. C'est un principe que l'on trouvait chez des auteurs anciens (**Locke**,...). Il faut rendre la situation des gens qui sont aidés moins favorable que celle de ceux qui vivent par leur travail. On retrouve des débats sur le niveau des aides sociales.*

Ce principe va s'assortir d'une condition très forte pour obtenir une aide. Cela suppose que ceux qui en bénéficient soient enfermés/regroupés dans des maisons, dans des institutions

*Ce sont des maisons de travail où on leur offre des conditions de vie plus difficiles que celles obtenues s'ils avaient été indépendants (exemple : nourriture moins bonne, ...). Ces conditions de vie vont conduire à une vision très négative de la loi de 1834 (cf **Chaplin** biographie, interné dans une maison de travail).*

On doit **contrôler la situation** de ceux qui sont aidés.

C'est un **problème d'incitation** car la crainte que l'on a à l'époque c'est que des pauvres au sens que l'on a donné, préfèrent se faire aider car ils sont paresseux. On décourage ceux qui peuvent travailler par eux-mêmes de venir dans les maisons de travail.

On introduit une vision négative des assistés : "tout assisté est potentiellement un opportuniste qui essaie de tromper le système pour ne pas travailler".

Pour **Bentham**, cet opportunisme est quasi-naturel car le travail est une peine, on maximise son propre bonheur donc on cherche à se dégager de cette peine.

Cinquième principe → L'aide sociale doit être rentable.

On se réfère aux coûts des lois sur la pauvreté. Le système propose ce système de rendre l'aide rentable, les maisons de travail doivent éventuellement dégager un profit.

Comment dégager ce profit ? L'aide est complètement **conditionnée** au travail donc tout indigent doit travailler, cela signifie que même une personne fortement handicapée, on va lui trouver un travail. À la limite, la quantité de travail va déterminer la quantité de nourriture donnée à la personne.

Il faut faire en sorte que chaque maison de travail soit **indépendante** du monde extérieur, c'est-à-dire auto suffisante, les pauvres doivent produire ce qui est nécessaire pour leur vie (nourriture, de quoi se vêtir, ...).

De plus, on peut très bien imaginer, nous disent les membres de la Commission, que si on se retrouve à un endroit du pays avec une main d'oeuvre insuffisante, on peut prendre une partie de la population d'une maison de travail pour la transporter vers l'endroit où la main d'oeuvre est nécessaire. Cela accroît la **flexibilité** du marché du travail grâce aux déplacements de travailleurs là où c'est nécessaire.

Ce principe se heurte à une **impossibilité** de la mise en place (pas d'information précise sur l'état du marché du travail dans les différents endroits + coûts de déplacements élevés).

L'assistance suppose une **absence de libertés**. Pour autant, une fois qu'on est internés, cela ne signifie pas que l'on ne peut pas en sortir mais on en sortira qu'à la condition d'avoir un engagement auprès d'un employeur extérieur → **garantie d'un emploi à l'extérieur**.

CONCLUSION

Cela relève bien de la **question sociale**. On trouve les moyens optimaux pour mettre en place un système d'aides qui est indispensable. on a une rupture entre deux périodes, si on a la reconnaissance de la nécessité d'une aide, il faut définir très clairement ses **modalités**.

Si on regarde ses modalités, on peut s'apercevoir qu'elles ont façonné notre manière de penser la pauvreté et l'assistance.

Cours du 7.12

On va s'intéresser au mécanisme de fixation.

Section 1

1. La détermination des salaires chez les classiques

On a une partition de la société en trois classes et seuls les ouvriers perçoivent le **salaire**. On distingue le salaire des autres formes de rémunération.

Par *exemple*, chez **Smith**, le revenu perçu par les capitalistes n'est pas conçu comme un salaire. Il perçoit un profit qui varie en fonction du capital.

Pour les propriétaires fonciers, la rente dépend de la taille et de la fertilité des terres.

Les entrepreneurs n'apparaissent pas chez les classiques anglais. La catégorie d'entrepreneur est introduite par les économistes classiques français et en particulier par **Say** qui mettait l'accent sur un quatrième personnage. L'**entrepreneur se distinguait du capitaliste** car il n'avait pas de capital.

L'entrepreneur fait un travail **d'organisation** mais pour autant il ne touche pas un salaire, **Say** parle également de profit à son propos.

Le salaire reste associé uniquement aux ouvriers.

On distingue **trois générations de classiques** :

- **Smith**
- **Ricardo**, proche de **Smith** mais se distingue quand même.
- **James Mill**, père de *JS Mill*, ou encore **Mc. Culloch** → regroupe les économistes qui se sont réclamés de **Ricardo** tout en modifiant son analyse. Ils s'estiment être les héritiers de Ricardo.

JS Mill modifie ce qu'avait conçu son père **James Mill** et **Culloch** tout en introduisant certaines nuances dans ce qu'ils avaient introduit.

Chez **Smith** comme chez les classiques, on a **deux modalités de prix** :

- prix naturel

⇒ déterminé à l'intérieur de la sphère de la production. **Smith** le définit comme étant le **prix à payer pour que la marchandise soit produite**. Ce prix permet à chacun d'être rémunéré.

- prix de marché.

⇒ il est déterminé lors de l'échange (donc dans la sphère de l'échange). C'est le **prix effectif auquel sera vendue la marchandise**.

Pour les classiques, ce qui est essentiel est le **prix naturel**. Le prix de marché est quelque chose d'accidentel qui **gravite** autour du prix naturel.

cf théorie de la gravitation.

Ce double prix va être appliqué au **travail** par **Smith**, cette conception va nous conduire à **deux interprétations possibles** de ce que nous dit **Smith** sur le **salaire naturel**. Cela nécessite de modifier sa théorie, c'est ce que feront ses successeurs.

Première interprétation → on va considérer, en s'appuyant sur **Smith**, que le taux de salaire naturel est **déterminé** comme toutes les autres marchandises, c'est-à-dire par la **quantité de travail commandée**.

⇒ Si on considère que le salaire naturel est déterminé par la quantité de travail commandée, cela signifie que le taux de salaire naturel est égal à 1 car une heure de travail permet de commander une heure de travail d'autrui.

*Cf l'exemple de l'échange du daim contre des castors de **Smith**.*

Deuxième interprétation → Le raisonnement de **Smith** est circulaire. Il définit le taux de salaire comme étant le **salaire de subsistance** (permet de maintenir la population ouvrière à l'identique).

C'est un salaire *familial* et non individuel. Si on reprend cette idée, cela signifie que le salaire dépend du **prix du blé** car c'est le bien de base pour la subsistance. C'est le prix du blé qui détermine le salaire.

Mais, le prix du blé est un prix égal à l'ensemble des rémunérations des facteurs utilisés pour le produire. Il est déterminé par le salaire+profit+rente (**théorie additive du prix**). Or, le salaire est déterminé par le prix mais ce dernier est déterminé aussi par le salaire.

On a un **élément circulaire** dans le raisonnement, qui va amener les générations futures des classiques à essayer de modifier la théorie de la valeur de **Smith**.

L'analyse de **Smith** comprend quelques éléments supplémentaires intéressants :

- élément analytique/théorique

⇒ **Smith** va anticiper ce qu'on appelle la **théorie du fond de salaire**. Elle sera reprise dans la troisième génération de classiques. C'est l'idée selon laquelle une **partie du capital est réservée par les capitalistes pour le paiement des salaires**. Cette partie du capital réservée est "le *fond de salaire*". Dans le capital, on a le **fond de salaire + capital physique**.

Cela va jouer par la suite un rôle important puisque c'est cette partie du capital qui va déterminer la manière dont se fixe le niveau du salaire.

Elle apparaît lorsque **Smith** parle d'une économie en **croissance**. L'intérêt du capitaliste est **contraire** à celui de la société dans son ensemble. **Smith** distingue une économie en croissance et une économie en stagnation.

À propos de l'**économie en croissance**, on voit apparaître ce **fond de salaire** car dans une telle économie, le taux de salaire s'établit à un **niveau supérieur au salaire de subsistance**.

Il prenait l'***exemple de l'Angleterre***, les travailleurs ne sont pas réduits à la misère du fait du développement du capitalisme et comme on est dans une économie en croissance, le salaire réel augmente régulièrement.

Comment expliquait-il cela ? Il mettait l'accent sur deux éléments qui vont nous permettre de préciser la théorie du fond de salaire. D'abord, puisqu'on est en **croissance**, le **revenu** du capitaliste et des propriétaires fonciers **s'accroît**. Ils vont entretenir davantage des **travailleurs improductifs**. On a une **hausse de la demande des domestiques**, de travail improductif plus généralement, ce qui contribue à **hausser les salaires**.

De plus, puisque la **quantité de profit augmente**, les capitalistes accroissent l'accumulation du capital, ils ont **plus de capital**. La masse totale de capital augmentant, une partie plus importante sera consacrée au fond de salaire. Le **salaire augmente** aussi via ce biais.

- éléments de conflits entre classes

⇒ Cela en fait une singularité par rapport à l'analyse ricardienne.

Selon **Smith**, le taux de salaire a tendance à s'établir au **taux de subsistance** pour des raisons qu'il va développer.

En moyenne, on a une **convergence** car il y a un **rapport de force** entre les capitalistes et les travailleurs. Il y a un **conflit dans la répartition de la richesse**.

Ce conflit est systématiquement au profit des capitalistes. *Pourquoi ?* Il y a deux grandes raisons avancées par Smith :

Première raison → ils sont moins nombreux que les salariés, ainsi, ils peuvent plus facilement établir des **coalitions** entre eux afin de ne pas élever le salaire qu'ils versent à leurs ouvriers. Ces coalitions tacites ont tendance à être stables , elles ne sont pas remises en cause.

C'est d'autant plus vrai que **la loi autorise ces coalitions** pour les capitalistes mais les **interdit** pour les ouvriers .

Deuxième raison → Les capitalistes peuvent subsister plus longtemps sans revenu que les ouvriers. Ainsi, quand il y a un conflit, les **travailleurs** sont les **premiers à céder** car ils n'ont pas d'épargne.

Ces deux raisons expliquent pourquoi le salaire tend à se fixer au niveau du salaire de subsistance. Pas en dessous, sinon la population ouvrière baisserait. **Smith** fait référence à l'humanité qui fait que le salaire ne peut pas être inférieur à la subsistance.

Smith ajoute un élément qui a conduit certains à faire de lui un précurseur du **salaire d'efficacité**. Pour **Smith**, il y a nécessité d'un salaire élevé (*supérieur au salaire de subsistance*) pour les ouvriers car cela incite les ouvriers à travailler avec **davantage d'efficacité**.

Il y a deux raisons mises en avant :

Première raison → l'ouvrier sera mieux nourri, plus fort... C'est une **raison physiologique**.

Deuxième raison → L'ouvrier est guidé par la douce espérance d'améliorer sa condition. C'est une **raison psychologique**. Un ouvrier qui voit son salaire augmenter, va avoir plus de cœur à l'ouvrage , il va être excité à tirer de ses forces tous les partis possibles.

Cette réflexion va être discutée par **Ricardo**. Il est d'accord avec **Smith** sur l'aspect théorique même s'il est un **logicien** donc tous les aspects de discussions, de rapports de force... n'apparaissent pas chez lui.

Il va s'appuyer sur une même notion que **Smith** → **salaire de subsistance**. Les **ouvriers**, quelle que soit la situation (*croissance ou stagnation*), vont être payés au niveau d'un **salaire de subsistance**.

La **différence** porte également sur la notion de **salaire de subsistance**. Chez **Smith**, c'est une **définition physiologique**. Chez **Ricardo**, on a un **aspect sociologique**, il peut être différent d'une période à une autre, certaines consommations deviennent des consommations nécessaires pour l'individu.

Le salaire de subsistance va introduire des aspects du type de **biens d'agrément** ⇒
définition : *biens qui améliorent la vie de l'individu sans être absolument nécessaires pour sa survie.*

Ricardo introduit l'idée d'un **état stationnaire**. Il n'envisage pas une croissance sans limite. Dans cet état, les taux de profit et de salaire seront les **plus faibles possibles**. Cet état stationnaire est à la base de son **libéralisme économique**.

En ce qui concerne les salaires, le plus intéressant à voir est dans la **troisième génération des classiques**.

Cette génération, même si elle revendique l'héritage de **Ricardo**, elle va être constituée d'auteurs qui vont petit à petit **abandonner le concept de prix naturel du salaire**. Au niveau de la répartition, on n'a plus de salaire naturel.

Ces auteurs vont se centrer sur le salaire de marché. Il vont reprendre l'intuition de **Smith** autour du **fond de salaire** en en faisant une vraie théorie.

Le salaire de marché est déterminé par un rapport :

Capital destiné à payer les salaires / Nombre d'ouvriers.

On a un rapport qui est introduit et qui détermine mécaniquement le taux de salaire de marché.

Ce rapport va conduire à des **conclusions normatives** de la part de ces auteurs. **JS Mill** forme un auteur un peu à part, il adopte la même théorie du fond de salaire mais il va **nuancer** sa position.

Première conclusion normative → Désormais, le salaire est finalement déterminé par **l'offre et la demande de travail**. On a une sorte de passage vers les **marginalistes**. Ici, le fond de salaire est relié au profit, *plus le profit est élevé, plus le capital sera élevé.*

On a aussi un effet qui vient de la **population**, si elle augmente trop rapidement, cela baisse les salaires. D'où la **loi de Malthus**, les ouvriers, en se reproduisant trop vite, en ne contrôlant pas la taille de leurs familles, sont responsables de la faiblesse de leur salaire.

C'est une responsabilité asymétrique, ce sont bien les ouvriers qui sont responsables de leur misère. Cela explique pourquoi les lois sur les pauvres ont des effets négatifs pour les ouvriers. En revanche, le capitaliste est dépourvu de responsabilité.

En effet, si le capitaliste réserve trop de capital aux paiements des salaires, il risque de faire **faillite**. Il n'est pas responsable du taux de salaire mais il subit plus qu'il n'est responsable.

On voit que la question du salaire de subsistance disparaît, elle n'a plus lieu d'être. Si le salaire baisse trop, le nombre d'ouvriers a trop augmenté, il faut que l'ajustement se fasse au niveau de la population.

On introduit l'offre et la demande de travail et on perd cette notion de salaire de subsistance.

Deuxième conclusion normative → La responsabilité venant des salariés, c'est la **population qui doit être restreinte**. Il faut s'assurer qu'elle n'augmente pas trop rapidement. On a une adoption de la **théorie de Malthus**.

⇒ Ce qui revient à définir le rôle des **syndicats**. Les ouvriers se plaignent systématiquement du fait que leur salaire est trop faible, ce qui les conduit à essayer de créer des syndicats pour augmenter le salaire. Si on augmente le salaire, pour un fond de salaire identique, cela nécessite que du chômage apparaisse.

On a une **critique des coalitions** qui se développent entre ouvriers. À chaque fois que les syndicats demandent des augmentations de salaires, cela crée du **chômage** car il est impossible d'agir sur le fond de salaire. On a toujours un ajustement qui se fait.

Le rôle des syndicats porte uniquement sur les **conditions de travail** et non pas sur les augmentations de salaires.

Cette conception et les conséquences qui vont avec seront acceptées sans problème par **James Mill** et **Culloch** mais aussi par **JS Mill jusqu'en 1869** où il va **modifier** sa théorie du fond de salaire à la suite de la lecture d'un ouvrage de **William Santon** portant sur les salaires. Il publie un ouvrage où il introduit une révision importante dans ses conséquences.

Mill introduit l'idée selon laquelle en réalité, ce **fond de salaire n'est pas fixe**. Il peut, à la marge, varier entre un minimum et un maximum.

Le minimum est lié au comportement des capitalistes.

Le maximum est le montant maximum que le capitaliste peut mettre de côté pour payer les salaires sans remettre en question la viabilité de leur entreprise.

Ils font un choix, ils peuvent augmenter le fond de salaire sans remettre en question la viabilité de leur entreprise (*sans les conduire à la fermeture de l'entreprise*). Dès l'instant où il introduit cela, il introduit l'idée d'une **négociation**.

Le **taux exact** auquel on va se fixer est le **résultat d'une négociation** entre les salariés et les capitalistes, on a un **rapport de force ré-introduit** et qui va conduire à donner le taux définitif du fond de salaire par rapport au capital total.

Cela signifie qu'avec cette modification du taux de salaire, **JS Mill** va réviser sa conception du **rôle des syndicats**. Désormais, les syndicats ont un rôle qui **peut être positif**, y compris quand ils revendiquent des hausses de salaire, **sans qu'elles soient excessives**. On peut avoir des hausses de salaires qui ne s'accompagnent pas de chômage, il faut que cela se traduise par une hausse de la part de fond de salaire dans le capital total.

Cela n'empêche pas que le **contrôle de la population** reste quelque chose d'important chez **Mill**. On a une vraie crainte de la part de **Mill** que ce simple mécanisme de plage ne suffise pas. Il faut continuer et agir sur le nombre d'ouvriers, les convaincre de **réduire la taille de leur famille**.

Remarque/ Quand on met l'accent sur le **contrôle de la population**, cela signifie que, étant donné que la **contraception** ne peut pas être revendiqué dans les écrits des auteurs, on doit trouver des moyens non contraceptifs. **Quels sont ces moyens ?** **Mill** va faire référence à au moins deux moyens :

- **Éducation, il faut éduquer la classe ouvrière.**

⇒ Elle va apprendre la **prévoyance** aux individus, leur faire prendre conscience de l'**intérêt général**, leur faire comprendre qu'il est dans leur intérêt de **réduire la taille de leur famille**.

- **Émancipation des femmes.**

⇒ **Mill** est connu comme étant l'un des premiers auteurs **féministes**. En **1869**, il écrit un ouvrage qui porte sur l'émancipation des femmes. Il a l'argument selon lequel si on ne confine plus les femmes à la simple production d'enfants, cela aura un effet sur le volume de la population. Il faut qu'elles **aient accès au marché du travail**.

Finalement, avec la **théorie du fond de salaire**, on a une sorte de glissement. Ce qui faisait la **singularité** de la théorie classique, les conflits mais aussi une détermination des prix dans la sphère de la production, petit à petit, cela **disparaît**. Lors de la période suivante avec les **marginalistes**, on a une modification complète de la théorie.

Dès l'instant où **on passe des classiques aux marginalistes**, on a deux changements importants qui vont se traduire dans la théorie :

Premier changement → le travail devient un bien comme un autre.

⇒ On n'a pas besoin d'avoir une théorie de la répartition puis une théorie du marché ensuite. C'est la **dernière qui détermine la première** (théorie du marché → théorie de la répartition).

Chez les **classiques**, on avait la **répartition** (profit, salaire capital) qui permet de trouver un prix naturel puis on a mis l'accent sur le prix de marché, soit la question de l'échange qui apparaît ensuite, on avait un raisonnement en deux étapes.

Chez les **classiques**, la question de répartition est **fondamentale**.

Avec les **marginalistes**, on a un changement radical, en faisant du travail un bien comme les autres, on part **directement de l'échange**, on se situe directement dans la sphère de l'échange et la répartition intervient après, c'est un produit de l'échange. **C'est le marché qui détermine le salaire.**

Deuxième changement → L'équilibre sur le marché du travail est le résultat d'un calcul économique rationnel (capitaliste et travailleur).

Cf **Théorie du salaire, Jevons.**

Elle s'appuie sur son **utilitarisme**. Il a une analyse de la détermination du salaire en termes purement **hédoniste**. Le salaire est le résultat de forces reflétant le **plaisir et la peine**.

Cours du 14.12

LA THÉORIE DE JEVONS

Quand **Jevons** aborde la question du salaire (c'est un de ses chapitres de son ouvrage de **1971**) il met en avant le rôle des **sensations**. Il interprète le salaire dans des termes qui sont proches de **l'utilité**.

Pour **Jevons**, le **travail** est un facteur de peine, voire de désutilité. Cela correspond à un effort. Il y a un **point d'équilibre** entre le moment où l'effort de travail devient trop important pour l'agent ou encore le travail produit une sensation négative et au moment où le produit du travail, le plaisir qui est la contrepartie du savoir, apporte une sensation positive.

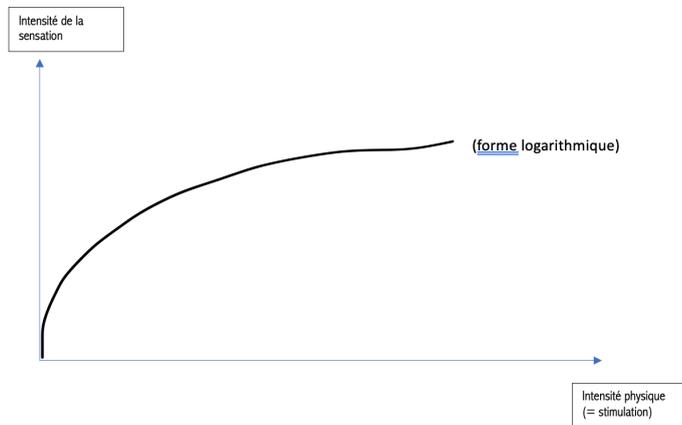
Pour cela, il s'appuie sur des expériences menées à son époque. On avait une discipline nouvelle qui se développait, principalement en **Allemagne** et qui va influencer les marginalistes britanniques. C'est la **psychophysique**, une branche de la psychologie.

Elle va avoir un représentant célèbre : **Gustave Fechner (1801-1887)**. Il est connu pour avoir énoncé la **loi de Fechner** qui porte sur les efforts, sur les sensations liées à l'effort.

Pour les économistes, cette loi est intéressante car elle donne une **expression**

mathématique à la relation entre une **simulation**, c'est-à-dire un élément physique qui émerge et une sensation de **peine** que cela nous procure.

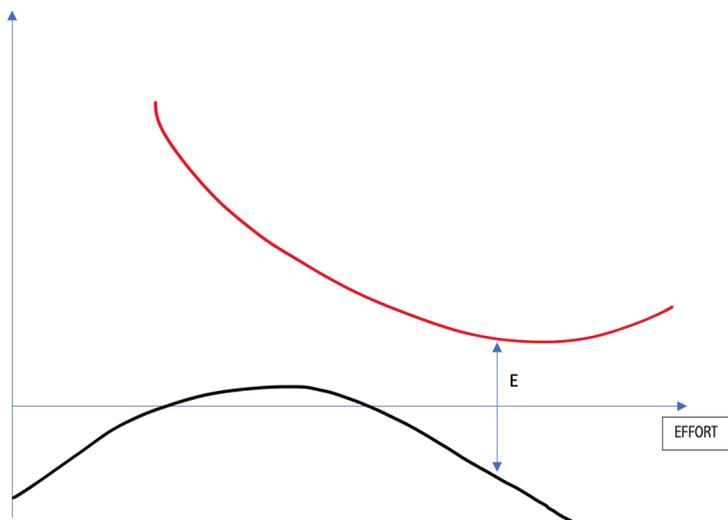
Fechner arrive à une représentation mathématique et physique. Cette loi s'exprime sous la forme d'un logarithme.



Cette relation est basée sur des expériences et il essaie d'en tirer des **généralisations**.

Ce type de loi va être repris par **Jevons** qui va l'appliquer au travail.

Cela va le conduire à représenter un point d'équilibre qui correspond au point d'équilibre pour l'agent qui travaille.



Les premières unités de travail sont très pénibles. Petit à petit, il y a un côté positif du travail (*partie de la courbe supérieure à l'axe*) puis au bout d'un certain temps, l'agent trouve que le travail devient de plus en plus pénible.

Parallèlement, pour trouver le point d'équilibre qui correspond au choix de l'agent en termes de travail, on rajoute la **fonction d'utilité**, on tient compte de l'utilité (*courbe rouge*).

Le **point d'équilibre** correspond au point où l'effort sera exactement identique au gain, plaisir de la consommation.

Le **salaire** n'est pas révélé explicitement mais **implicitement** car le salaire est à l'origine de la consommation et donc détermine les points de la fonction d'utilité.

Cette représentation rencontre directement un **hédonisme** fondé sur des expériences. Cela constitue une représentation proche de celle que l'on a aujourd'hui. Il y a un **choix individuel** qui est fait et qui rend compte du plaisir du non travail et de la peine du travail.

On a bien un traitement du **travail** qui est symétrique au traitement des biens, on applique au travail le même type de raisonnement que l'on applique à l'utilité.

L'approche du salaire selon Marx

On va introduire une autre problématique, on a montré comment le **travail** jouait un rôle central chez les **classiques**. Ce focus a disparu chez les **marginalistes** mais aussi à la **fin de la période classique** où on traite le **travail comme un bien comme un autre**.

En conclusion, on va faire référence à une approche singulière → Celle de **Marx**.

Son approche est atypique car il fait du **travail une marchandise à la fois spécifique et identique aux autres**.

On avait évoqué quand on avait parlé **d'Aristote**, les deux types de circulation de la marchandise :

Première circulation de la marchandise ⇒ Il y a une **circulation simple** des marchandises.

MAM

La marchandise s'échange contre de l'argent et l'argent s'échange contre de la marchandise. C'est une représentation qui faisait écho à la bonne chrématistique.

Deuxième circulation de la marchandise ⇒ Il y a une **circulation du capital** selon **Marx**.

AMA'

L'argent s'échange contre une marchandise et cette dernière s'échange contre de l'argent. C'est de la mauvaise chrématistique.

Marx nous dit que si on se centre sur cette circulation **AMA'**, pour qu'elle puisse avoir un sens pour les agents, il faut que le **A' final soit supérieur au A initial**. La **circulation simple** correspond à des échanges de **marchandises hétérogènes** (*exemple : on échange du pain contre de la viande*) alors que dans **AMA'**, le début et la fin correspondent à des **marchandises homogènes** donc ce qui les distingue c'est leur **quantité**.

A' > A. La **différence** entre les deux représente ce que **Marx** appelle la **plus-value**.

En rentrant dans ce type de circulation, **Marx** nous dit que l'on va **créer du capital**, on le fait émerger; ce qui fait que c'est une définition particulière du capital.

La définition que donne **Marx** renvoie à un capital comme un **rapport social de production** c'est-à-dire que le capital n'a rien à voir avec les avances qui étaient la manière dont les classiques définissaient le capital.

C'est un rapport de production. Il y a des outils de production mais ce n'est pas du capital. Aujourd'hui, le capital est défini comme un facteur de production. Ça ne correspond pas à la définition qu'en donne **Marx**.

Le capital n'apparaît que dans un certain rapport de production.

On se concentre sur cette forme **AMA'**, elle a **plusieurs caractéristiques** selon **Marx** :

Première caractéristique → Elle est illimitée, c'est une **forme de circulation illimitée**.

Marx considérait qu'**Aristote** comme un grand économiste alors que celui-ci n'introduisait uniquement que quelques réflexions économiques.

Marx nous dit qu'une fois qu'on s'est engagé dans cette circulation, cela veut dire que **A'** peut être **ré-utilisée, ré-échangée** contre une marchandise qui donne lieu à **A''** etc... On recherche une **plus value sans cesse**.

Deuxième caractéristique → Cette circulation correspond à **des échanges d'équivalent**.

Marx nous dit que **A est équivalent à M**, il n'y a **pas de vol** puis **M est équivalent à A'**. Il n'y a **pas de vol** non plus.

Comment cela est possible ? Car la marchandise M est une **marchandise spécifique**, elle correspond à la **force de travail**.

Elle a la particularité, dans la **sphère de la production**, de **créer plus de valeur qu'elle n'en coûte**. Elle permet de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte ou bien, quand on la "**consomme**" elle crée plus de valeur.

Marx, en partant de AMA, en vient à réécrire sa circulation :

A → M rentre dans la sphère dans la production → M' s'échange avec → A'. Il n'y a pas de vol.

La force de travail produit du travail, c'est une marchandise spécifique en ce sens où elle crée plus de valeur dans la sphère de la production qu'elle n'en coûte.

Elle est définie par Marx comme la **capacité à travailler**, c'est-à-dire que "c'est l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qu'un individu met en mouvement pour donner lieu à la création d'une chose".

On a une **distinction entre sphère de la production et sphère de la circulation**. On a d'abord A utilisée pour acheter la force de travail sur un marché, la force de travail sort du marché pour entrer dans la sphère de la production (entreprise) et par ce biais elle donne lieu à un produit qui va être échangé, on retourne dans la sphère de l'échange, contre de l'argent. On a une marchandise qui sort de la circulation à un moment, c'est cette marchandise qui est spécifique.

On a mis l'accent sur sa **spécificité**.

Maintenant, nous allons voir pourquoi le travail est-il considéré comme un bien "comme les autres" ?

Ce sur quoi insiste Marx c'est le fait que la force de travail va être payée, rémunérée exactement comme les autres marchandises.

La règle qui va déterminer sa rémunération est identique à ce qui se fait pour définir le prix du pain.

Cette règle prend en compte le **travail**. Ce qui définit la valeur payée du travail ou le salaire, c'est le temps de travail qu'il a fallu pour entretenir cette marchandise. Sa valeur est fonction du **temps de travail (socialement nécessaire) pour produire la marchandise**.

Pour produire la force de travail, il faut des biens de subsistance donc lorsque, sur le marché, l'argent achète la force de travail, cela veut dire que cette dernière est payée à un montant qui correspond au salaire de subsistance.

Quand le capitaliste achète la marchandise, force de travail, il la **paye à sa juste valeur**, à la valeur normale, il n'y a encore une fois, **pas de vol**. La force de travail est achetée en fonction du temps de travail nécessaire pour produire sa force de travail (*pour reproduire la classe ouvrière*).

Afin de permettre à l'ouvrier et à sa famille de vivre, il faut un salaire qui correspond à **6h de**

travail. Dans la **sphère de la production**, en réalité, notre travailleur va pouvoir travailler **plus que 6h**, il va par **exemple** pouvoir travailler **12h**. C'est ce qui forme la **plus-value**, le passage de **M à M'**. Ensuite, ces 12 heures seront échangées contre A'.

Quand on présente les choses comme ça, on a une interrogation qui peut arriver, *pourquoi les ouvriers acceptent-ils de vendre leur force de travail au prix ou elle coûte alors qu'ils savent que c'est la seule marchandise qui puisse être capable de créer une marchandise d'une autre valeur (plus élevée) ?*

La réponse de **Marx** est intéressante car elle s'appuie sur la **liberté** : si les travailleurs acceptent cela, c'est parce qu'ils sont libres. Pour Marx, être libre ça veut dire deux choses :

- Ils sont **libres de vendre la marchandise qu'ils possèdent**, *d'aller sur un marché pour vendre leur force de travail, c'est ce qui les distingue des esclaves...*
- Ils sont **libres de toute autre marchandise**, *ils ne possèdent pas d'autres marchandises qu'ils soient susceptibles de vendre.*

Ce qui conduit **Marx** à cette caractérisation du capitalisme, ce système fondé sur cette circulation du capital, il va définir le **capitalisme** autour de 4 grands principes :

- La **liberté**, *aux deux sens indiqués.*
- L'**égalité des valeurs**, *il n'y a pas de vol. Le capitaliste paie la juste valeur de la force de travail et le salarié reçoit un bon salaire conforme à la théorie.*
- **La propriété**, *l'individu est propriétaire de sa force de travail et le capitaliste possède le capital.*
- **Bentham**, *l'idée pour Marx importante chez Bentham c'est le fait que les intérêts individuels rapprochent les individus, ils permettent de coordonner, de donner une cohésion à la société.*